

Les défenseurs des droits humains réunis à Paris vont présenter un plan d'action à l'ONU

Paris, 31 oct. 2018 (AFP) -

Plus de 150 défenseurs des droits humains venus de 105 pays dans le monde, réunis en sommet pendant trois jours à Paris, ont estimé que le niveau de danger auquel ils étaient confrontés avait atteint "un point critique", annonçant qu'un "plan d'action historique" serait présenté à l'ONU en décembre.

Ce sommet mondial des défenseurs des droits humains, organisé notamment par Amnesty International et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), a débattu de lundi à mercredi en particulier "des questions régionales et internationales, des droits environnementaux" et des "attaques croissantes visant les défenseur·e·s partout dans le monde".

Les participants, qui constatent "une stratégie concertée visant à entraver, discréditer, voire tuer les défenseur·e·s des droits humains (DDH), se sont réunis "en vue d'élaborer un plan d'action en faveur de la protection et de la promotion du travail des militants et militantes qui se battent pour les droits", souligne un communiqué à l'issue du sommet.

Ce "plan d'action historique" sera présenté à l'ONU en décembre, ajoute le communiqué.

"En 2017, au moins 312 défenseur·e·s ont été assassinés, soit deux fois plus qu'en 2015, et dans presque tous les cas les responsables ont agi en toute impunité. Le plan d'action espère apporter une réponse à ces injustices et soutenir" ces défenseurs, "afin de leur permettre de poursuivre leur travail essentiel dans un environnement sûr", poursuit-il.

"Le niveau de danger auquel sont confrontés les militant·e·s de par le monde a atteint un point critique", a souligné Kumi Naidoo, secrétaire général d'Amnesty International. "Chaque jour, des citoyens ordinaires sont menacés, torturés, emprisonnés et tués en raison de leurs luttes, de leurs croyances ou simplement de leur identité. Il est temps d'agir et de se dresser contre (ce) durcissement de la répression", a-t-il dit.

Les participants ont également débattu de demandes "à l'intention des gouvernements, des entreprises, des institutions financières internationales, des donateurs et d'autres parties intéressées". Elles visent notamment "à adopter des plans d'action nationaux, appliquer les lois visant à faire respecter légalement la déclaration de l'ONU, inscrire au premier rang de la politique étrangère la protection de ces défenseurs".

La cérémonie de clôture du sommet s'est déroulée au Palais de Chaillot, à Paris, là où avait été adoptée la Déclaration universelle des droits de l'homme il y a 70 ans.

"Les États ne nous laissent pas de place, c'est grâce aux défenseur·e·s des droits humains que la société civile jouit d'un espace. En vous voyant tous ici mobilisés pour la défense des droits, je ne suis pas trop pessimiste. Nous n'avons jamais été un mouvement aussi mondial", a lancé la militante pakistanaise Hina Jilani, présidente de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), fondatrice de la Commission des droits humains du Pakistan et première rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation des DDH.

"Mais nous devons être fermes face aux États et leur demander de se montrer à la hauteur et de s'exprimer en faveur des défenseurs. Les droits humains nécessitent des efforts", a-t-elle martelé.

lp/lpt

Afp le 31 oct. 18 à 18 24.